

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Syndicat Mixte Routes de Guadeloupe
Voie Principale
Z.I. de Jarry
97 122 Baie-Mahault
Tél: 05-90-38-07-07



**MISE À DISPOSITION DE BENNES À DÉCHETS POUR LE
SYNDICAT MIXTE « ROUTES DE GUADELOUPE » ET
ÉVACUATION VERS DES CENTRES AGRÉÉS**

N° de l'Accord-cadre

RDG	DGAOT	AO	2025	005
------------	--------------	-----------	-------------	------------

Date et heure limites de réception des candidatures et des offres

Lundi 11 Août 2025 à 12 h 00 heures locales

Règlement de la Consultation

Accord-cadre selon une procédure d'appel d'offres ouvert (articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION	1
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	1
• 2.1 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	1
• 2.2 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION ET NOMENCLATURES	1
• 2.2.1 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	1
• 2.2.2 CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	2
• 2.2.3 NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	2
• 2.3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE – DELAIS D'EXECUTION	2
• 2.4 - VARIANTES ET OPTIONS	2
• 2.5 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	2
• 2.6 - DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES	3
• 2.7 - MODE DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	3
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	3
• 4.1 – CONTENU DES DOSSIERS (CANDIDATURE ET OFFRE)	3
• 4.2 – DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT SUSCEPTIBLE D'ETRE RETENU	6
• 4.3 – PRINCIPE « DITES-LE NOUS UNE FOIS »	7
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	8
• 5.1 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	8
• 5.2 - APPRECIATION ET CLASSEMENT DES OFFRES	8
• 5.3 - CRITERES D'ATTRIBUTION	8
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	9
• 6.1 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE	9
• 6.2 – DELAI DE REMISE DES OFFRES ELECTRONIQUES	10
• 6.3 – SIGNATURE DES OFFRES ELECTRONIQUES	10
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	11
7.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	11
ARTICLE 11 : PROCEDURES DE RECOURS	12

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la location de bennes à déchets, ainsi que la collecte, le transport et l'évacuation des déchets du Syndicat Mixte Routes de Guadeloupe vers des centres de traitement agréés.

Ce service permettra aux agents du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Routes de Guadeloupe de mettre en décharge les détritux et autres encombrants présents sur le réseau routier national et départemental lors des patrouilles et des interventions journalières.

Le cahier des clauses techniques particulières définit les spécifications techniques et les modalités de réalisation des prestations attendues.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

• 2.1 - Etendue de la consultation

L'Accord-cadre est lancé selon la procédure **de l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

Cette prestation fera l'objet de l'émission de bons de commande en application des articles R2162-2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique sans montant minimum et avec un montant maximum.

Le montant maximum de l'accord-cadre tous lots confondus, périodes de reconduction comprises n'excédera pas huit cent soixante-douze mille euros hors taxes (872 000 € HT) reconductions comprises.

• 2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclatures

• 2.2.1 Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

La prestation est répartie en huit (8) lots désignés ci-après. Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

Limitation du nombre de lots : 4 lots par titulaire

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Cependant, ils ne pourront être attributaires que de quatre lots maximums.

Dans le cas où un même candidat après application des critères de choix, est mieux classé sur plusieurs lots, il ne sera attributaire que de quatre lots selon l'ordre de priorité mentionné dans son mémoire technique. En l'absence de positionnement du candidat quant à l'ordre de préférence d'attribution, le pouvoir adjudicateur fera son choix sans que l'opérateur ne puisse s'y opposer.

Les dispositions relatives à la limitation du nombre de lots attribués à un même candidat, ne sont pas applicables au lot pour lequel le seul candidat en lice est l'opérateur atteint par la limitation.

Lot	Désignation	Montant maximum de commande annuel HT
1	Centre routier d'Anse-Bertrand	92 000€
2	Centre routier de Sainte-Anne	92 000€
3	Centre routier de Saint-Claude	92 000€
4	Centre routier de Pointe-Noire	92 000€
5	Centre routier de Baie-Mahault	124 000€
6	Centre routier de Capesterre-Belle-Eau	92 000€
7	Centre routier de Sainte-Rose	92 000€
8	Direction de la gestion et de la maintenance du matériel	196 000€

- 2.2.2 Conditions de participation des concurrents

Il y aura un seul opérateur économique par lot. Les différents lots de l'accord-cadre seront conclus soit avec :

- un prestataire unique
- un groupement.

Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, le pouvoir adjudicateur les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, il impose conformément à l'article R 2142-22 du code de la commande publique la transformation de ce groupement dans la forme du groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire, dans la mesure où il entend avoir un responsable unique et solidaire pour l'entier marché pour la bonne exécution du marché.

- 2.2.3 Nomenclature communautaire

La classification complémentaire conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est :

Objet principal : **44613700-7** Bennes à déchets

Objets complémentaires : **90500000-2** Services liés aux déchets et aux ordures

90510000-5 Elimination et traitement des ordures

- **2.3 - Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution**

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'une année à compter de la date de sa notification.

Il peut être reconduit de manière tacite par période successive d'une année, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie par écrit et cela, au moins deux mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution seront fixés à chaque bon de commande.

- **2.4 - Variantes et Options**

Aucune variante n'est autorisée. Aucune option n'est prévue.

- **2.5 - Modification de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

- **2.6 - Délais de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **210 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

- **2.7 - Mode de règlement de l'accord-cadre**

Les prestations, objet du présent accord-cadre, seront rémunérées sur le budget de fonctionnement du Syndicat Mixte Routes de Guadeloupe.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes par mandat administratif.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation du présent accord-cadre, contient les pièces suivantes :

- ✓ Le présent règlement de la consultation (R.C.)
- ✓ L'acte d'engagement (A.E.) de chaque lot ;
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- ✓ Le bordereau des prix unitaires (BPU) de chaque lot ;
- ✓ Le détail des quantités estimées (DQE) de chaque lot;

NOTA : Certaines pièces doivent être complétées par le candidat, pour la partie qui le concerne, **sans modification du format et des champs**.

Toute modification du document initial entraînera le rejet de la pièce altérée.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés et exprimés en euro.

Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

- **4.1 – Contenu des dossiers (candidature et offre)**

Les dossiers contiendront :

Un dossier intitulé « **CANDIDATURE** » contenant les documents suivants :

Le candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **Le formulaire DC1** dûment complété, daté et signé (Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants) ; Ce formulaire est en libre accès sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- **Le formulaire DC2** dûment complété, daté et signé (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) pour chaque société membres de l'équipe candidate, comportant notamment **l'indication du chiffre d'affaires** ; Ce formulaire est en libre accès sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.
- Les candidats sont autorisés à transmettre **le formulaire DUME** (Document Unique marché européen) complété daté et signé en lieu et place des formulaires DC1 et DC2 précités, en application des dispositions de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, rédigé en français ou accompagné d'une traduction en langue française, établi conformément au modèle type issu du règlement 2016/7 du 05 janvier 2016 de la Commission européenne. Mais en ce qui concerne les conditions de participation, aptitude professionnelle ou justificatif de capacités, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de ces aptitudes et capacités. Il devra fournir les renseignements et documents demandés à l'ensemble des candidats.

En cas de groupement momentané de candidats ou en cas de sous-traitance définie comme précédemment, chaque cotraitant ou chaque sous-traitant fournira un DUME. Ce formulaire est disponible en libre accès sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- **La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;**
- **Une déclaration sur l'honneur** pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique (à cet effet le candidat peut utiliser le formulaire DC1 du ministère des finances, en libre accès sur le site précité) ;
- **Une attestation d'assurance pour les risques professionnels** en cours de validité ;
- **Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société**, si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société ;
- Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, **le récépissé du dépôt de déclaration** auprès d'un centre de formalités des entreprises.
- **Les éléments pour justifier la capacité technique de l'entreprise :**
 - Les moyens humains mis à disposition notamment son effectif moyen annuel, et l'importance de son personnel d'encadrement
 - La copie de l'autorisation/agrément préfectoral(e) pour le transport des déchets. Dans le cas où un candidat ne serait en mesure de fournir ce document, la candidature sera rejetée.
- **Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années connues**, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire devra être clairement désigné. Si l'offre n'est pas signée par l'ensemble des entreprises groupées, ces dernières devront fournir un document octroyant au mandataire une habilitation. Dans le cas contraire, un document unique sera signé par chaque membre du groupement.

Le groupement devra fournir l'ensemble des pièces demandées pour le dossier intitulé « candidature » pour chaque co-traitant à l'exception du formulaire DC1 qui ne sera rempli que par le mandataire.

NB : En cas de groupement, il n'y a qu'un seul formulaire DC1 mais autant de DC2 que de co-traitants.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché public.

Le candidat pourra prouver ses capacités professionnelles et techniques et professionnelles par tout moyen de preuve considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur, s'il est dans l'impossibilité de produire les renseignements demandés dans le présent document, notamment, lorsqu'ils sont objectivement dans l'impossibilité de fournir les justificatifs et renseignements demandés.

Un dossier intitulé « OFFRE » contenant les documents suivants :

- ✓ **l'acte d'engagement (AE)** et ses annexes, du (des) lot(s) concerné(s), **daté et signé** par le représentant habilité à engager le candidat ;
- ✓ **le bordereau des prix unitaires (BPU)**, du (des) lot(s) concerné(s) ;
- ✓ **le détail des quantités estimées (DQE)**, du (des) lot(s) concerné(s), non contractuel, permettant la comparaison des offres ;
- ✓ un **mémoire justificatif** présentant les dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour traiter notamment les aspects suivants de la prestation :
 - **L'ordre de préférence des lots retenu par le candidat**
 - **Le(s) centre(s) de traitement agréé retenu en fonction de l'emplacement du site de Routes de Guadeloupe**
 - **Modalités d'organisation et de gestion de la prestation** (organisation et composition de l'équipe affectée à la prestation, modalités d'amenée et repli des bennes, mesures pour assurer la continuité du service, suivi des déchets vers les centres de traitements et éléments de traçabilité remis à Routes de Guadeloupe)
 - **Moyens techniques et matériels pour la réalisation de la prestation** y compris les mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène lors de la réalisation du marché
 - ☐ Une description des moyens matériels utilisés pour la réalisation de la prestation notamment le type de camions et de bennes utilisées, le nombre de chauffeurs. Attention, l'entreprise doit avoir un stock de bennes suffisant permettant la mise à disposition permanente d'au moins 2 bennes par site.
 - ☐ les consignes de sécurité imposées par la société à son personnel dans l'exécution de la prestation.
 - **Modalités et délais de remplacement des bennes pleines** pendant la période de location
 - **Les mesures mises en place en faveur du développement durable** (réduction des émissions polluantes des véhicules, récupération des eaux de lavage, réutilisation des appareils, insertion de personnels éloignés de l'emploi etc)

• 4.2 – Documents à fournir par le candidat susceptible d’être retenu

Les différents documents et informations à fournir sont les suivants :

1 /déclaration sur l’honneur de l’absence de motifs d’exclusion des marchés publics

Les candidats produiront une déclaration sur l’honneur pour les membres de l’organe de gestion, d’administration, de direction, ou de surveillance, attestant qu’ils ne font pas l’objet de condamnation définitive depuis 5 ans, du fait des infractions citées aux articles L 2141 -1 à L2141-5 et L2141-7 à 11 du code de la commande publique.

2/ certificats fiscaux et sociaux à fournir par le candidat

- Impôts et taxes

Les candidats fourniront une copie des certificats délivrés par l’administration fiscale attestant qu’il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des impôts et taxes, à la date d’appréciation de la candidature, l’arrêté du 25 mai 2016 fixe la liste des impôts et taxes concernés (impôts sur le revenu, impôts sur les sociétés, TVA)

-Cotisations sociales

Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l’article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l’organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222 5 1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale),(URSSAF, caisses générales de sécurité sociales et caisses d’allocations familiales et les caisses de mutualités agricole)

-Les entreprises étrangères

Les entreprises étrangères ou candidats établis à l’étranger produisent les mêmes certificats établis par les administrations et organismes du pays d’origine, ou d’établissement. Lorsque ces certificats fiscaux et sociaux, ne sont pas délivrés par le pays d’origine ou d’établissement ces documents, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment, ou à défaut par une déclaration solennelle de l’intéressé auprès d’une autorité judiciaire ou administrative, ou un notaire ou un organisme professionnel qualifié de ce pays d’origine.

3 /Insertion professionnelle des travailleurs handicapés

L’obligation pour les candidats aux marchés publics d’être en situation régulière par rapport à l’obligation d’emploi des personnes handicapées est satisfaite par la production de l’attestation générale de régularité sociale délivrée par l’URSSAF qui inclura l’attestation de régularité par rapport à l’obligation d’emploi des personnes handicapées.

4 /Salariés détachés

Copie de la déclaration préalable faite auprès de l’inspection du travail et copie du document désignant le représentant de l’entreprise en France et application des dispositions de l’article R 1263-12 du code du travail.

5 /Liste des salariés étrangers

La liste nominative des salariés étrangers employés par le contractant soumis à autorisation de travail prévue à l’article L 5221-2 du code du travail. Si le candidat n’emploie pas de salarié étranger, il fournira une déclaration sur l’honneur suivant le modèle joint, à titre de justificatif.

6 /Registre du commerce et des sociétés (RCS)

L’acheteur vérifie la situation de l’attributaire pressenti, l’entreprise et ses dirigeants, au regard des procédures, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou et de faillite personnelle ou d’interdiction de gérer de ses dirigeants à partir du numéro SIREN communiqué par l’attributaire. Il récupère les informations pertinentes, à propos de l’entreprise ou du dirigeant concerné sur le site

internet : [https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr?conformément aux dispositions de l'article R 2143-9 du code de la commande publique](https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr?conformément%20aux%20dispositions%20de%20l%27article%20R%202143-9%20du%20code%20de%20la%20commande%20publique).

Les entreprises en redressement judiciaire, pressenties comme attributaires, hors celles relevant d'un plan de redressement de l'article L 631-1 du code de commerce, communique, avant l'attribution définitive, la copie du jugement ayant prononcé le redressement judiciaire.

L'entreprise étrangère, reste tenue de fournir un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative de son pays d'origine. Et il en est, de même pour les marchés des territoires pour des raisons techniques.

7/Assurances

Le candidat fournira une attestation d'assurance à jour garantissant sa responsabilité civile.

Conformément aux dispositions des articles R2144-1 et suivant du CCP, le marché ne pourra être attribué au candidat envisagé au vu du classement, que si ce candidat fournit dans le délai de 10 jours calendaires à compter de la réception du courrier lui annonçant sa désignation comme attributaire provisoire, les documents et informations justifiant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner des articles R.2143-6 et suivants du CCP.

Le candidat pressenti qui ne peut produire dans le délai imparti, les documents justificatifs, après le délai supplémentaire qui peut lui être le cas échéant laissé, ou compléter ses pièces ; ou celui qui se trouve dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner susvisés, verra sa candidature déclarée irrecevable et donc éliminée.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les documents requis. En cas d'échec cette procédure sera reconduite avec le suivant du classement jusqu'à ce que soit épuisée la liste des offres du classées.

En vertu de l'article R.2152-13 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

En vertu de l'article R.2185-1 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure.

• 4.3 – Principe « Dites-le nous une fois »

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le nous une fois » qui vise à réduire les démarches administratives des entreprises en réduisant la quantité d'informations demandées par les acheteurs. Ainsi, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui seraient encore valides.

ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

• 5.1 - Critères de sélection des candidatures

Seront éliminés les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires et dont les capacités techniques, professionnelles et financières sont jugées insuffisantes au vu des pièces de la candidature.

• 5.2 - Appréciation et classement des offres

Le pouvoir adjudicateur élimine :

- les offres inappropriées ainsi que les offres irrégulières ou inacceptables,
- les offres qualifiées d'anormalement basses après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge utile et vérifié les justifications fournies.

Est inappropriée une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre ;

Une offre irrégulière est une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation ;

Une offre est inacceptable si les conditions qui sont prévues pour son exécution méconnaissent la législation en vigueur, ou si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas inacceptables.

Lorsque les irrégularités constatées sont manifestement trop importantes pour être régularisées sans entraîner une modification significative de l'offre, dépassant ainsi ce qui peut être raisonnablement accepté, la régularisation ne saurait être autorisée.

A titre d'illustration ne pourrait être régularisée, l'offre qui ne comprend pas un document important tel que le mémoire technique.

Un délai raisonnable sera indiqué lors de la demande de régularisation, toute pièce envoyée hors de ce délai ne sera pas comptabilisé et entraînera de fait le rejet de la candidature de l'opérateur économique.

• 5.3 - Critères d'attribution

Le Pouvoir Adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères d'attribution pondérés suivants :

N°	Critères d'attribution	Coefficient
1	Prix de la prestation	60
2	Valeur technique <i>3 sous-critères</i>	40

Le critère 1 sera analysé au vu du bordereau de prix unitaires (BPU) et du détail des quantités estimées (DQE non contractuel) dûment complétés par le candidat – pondération 60 %

Le critère 2 sera analysé au vu de la qualité des éléments demandés dans le mémoire justificatif - **pondération 40 %**

L'attention des concurrents est rappelée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Le classement des offres sera effectué de la manière suivante :

- **Le critère prix des prestations** sera évalué à partir du détail des quantités estimées que le candidat aura dûment complété. La note donnée pour chaque critère est proportionnelle à la note maximale attribuée à la solution la moins-disante.

Exemple : le critère « prix » étant pondéré à 60%, l'offre la moins chère reçoit 60 points ; les autres offres, plus chères par définition, reçoivent une note inférieure, égale à

60 x (Offre la moins chère / Offre analysée).

- **Le critère valeur technique** sera évalué à partir de la qualité des éléments demandés dans le mémoire technique. Ce critère se compose des sous-critères suivants :

N°	Sous-critères techniques
1	Modalités d'organisation et de gestion de la prestation
2	Délais de remplacement des bennes pleines pendant la période de location
3	Mesures prises en faveur du développement durable

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

• **6.1 - Transmission électronique**

Conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique, les candidats doivent transmettre, uniquement par voie électronique, leurs dossiers sur la plateforme suivante : <https://www.eguadeloupe.com>

Les modalités de transmission d'une offre électronique sont définies aux articles R2132-7 à 2132-14 du code de la commande publique.

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par l'arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au code de la commande publique (annexe 6).

Cette dernière peut être adressée par voie électronique conformément aux dispositions de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde peut être déposée sur place ou adressée. Elle doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde » (sous pli recommandé avec accusé de réception) avant la fermeture de la remise des plis à l'adresse suivante :

Etablissement public de gestion, d'entretien et d'exploitation des Routes de Guadeloupe
Service Commande Publique
BP 2126 Voie Principale Jarry cedex
97122 BAIE-MAHAULT

Quand elle est déposée sur place, elle donnera lieu à remise d'un récépissé, les lundis, mardi et jeudi de 8h à 15h et les mercredis et vendredis de 8h à 13h.

Attention : La copie de sauvegarde doit impérativement comporter mention de rattachement à la consultation considérée avec l'indication :

- de l'objet du marché concerné « MISE A DISPOSITION DE BENNES A DECHETS POUR LE SYNDICAT MIXTE ROUTES DE GUADELOUPE ET EVACUATION VERS DES CENTRES AGREES »,
- des mentions « NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE ».

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT-04:00) Guadeloupe, Martinique, Heure Atlantique (Canada). Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

• 6.2 – Délai de remise des offres électroniques

La date limite de remise des offres est fixée au **Lundi 11 Août 2025 à 12h00 heures locales.**

La date et l'heure de réception prise en compte par le pouvoir adjudicateur correspondent au dispositif d'horodatage de la plate-forme.

• 6.3 – Signature des offres électroniques

La **signature de l'Acte d'Engagement** vaut **signature de l'ensemble des pièces de l'offre** remis par le candidat.

La signature électronique n'est pas imposée ; L'acte d'engagement doit être daté, signé et doit comporter le sceau de l'entreprise.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander la régularisation de l'Acte d'Engagement en cas d'absence de signature.

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite sur la plateforme eguadeloupe.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 - Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 8 : SUITE DE LA PROCEDURE

Dès la notification du marché public, Le Pouvoir Adjudicateur procédera à la vérification des moyens de l'entreprise. Si cette dernière ne possède pas les éléments annoncés à l'appui de sa candidature et nécessaires à la bonne exécution du marché public, il sera prononcé la résiliation dudit marché aux torts exclusifs du titulaire (article L.2195-1 du code de la commande publique).

Le Pouvoir Adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 9 : CLAUSE DE REEXAMEN

Une clause de réexamen peut être déclenchée selon les conditions fixées à l'article 1.5 du CCAP.

ARTICLE 9 : MISE AU POINT

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de procéder à une mise au point du marché public. Conformément à la réglementation en vigueur, cette mise au point ne pourra intervenir que si les modifications en découlant ne remettent nullement en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché public ainsi que les conditions initiales de la mise en concurrence. Cette mise au point donnera lieu à l'établissement d'un écrit qui sera annexé à l'offre initiale, l'ensemble constituant l'acte d'engagement.

La mise au point a lieu avant signature du marché public.

ARTICLE 10 : PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché passé après mise en concurrence.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 11 : PROCEDURES DE RECOURS

Pour tout litige relatif à cette consultation ou au futur marché, seul le Tribunal Administratif de la Guadeloupe est compétent.

Avant tout recours contentieux devant une juridiction, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leurs différends.

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel pouvant être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.